



**PRÉFET
DE L'AUDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 15/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AUDEVAL SA

1075 Bd François Xavier Fafeur
11000 Carcassonne

Références : UID11/66-C3-2025-371
Code AIOT : 0003700685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2025 dans l'établissement AUDEVAL SA implanté 1075 boulevard François-Xavier Fafeur - Salvaza 11000 Carcassonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 9 septembre 2025, le COVALDEM a informé l'inspection des installations classées par courriel d'un stockage de balles de déchets ne respectant potentiellement pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AUDEVAL SA
- 1075 boulevard François-Xavier Fafeur - Salvaza 11000 Carcassonne
- Code AIOT : 0003700685
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est autorisé depuis 2017, il s'organise en deux parties : la partie collecte OM/transfert/déchetterie d'une part, et la partie tri/transfert des déchets issus de la collecte sélective (mise en balles ,...) ou des DAE d'autre part. Ces deux ensembles sont gérés de façon distincte sur le site par AUDEVAL.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.3	Mise en demeure, déchets	15 jours
3	Dispositif de prévention des accidents	AP Complémentaire du 08/08/2023, article 4	Mise en demeure, déchets	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Liste des installations classées	AP Complémentaire du 08/08/2023, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant stocke une trop grande quantité de déchets (papiers, cartons, plastiques issus de la collecte sélective) sous l'auvent du centre de tri et sur la zone de stockage de la déchèterie professionnelle.

Il lui incombe de diminuer les quantités de balles de déchets sous l'auvent et sur la zone de stockage de la déchèterie professionnelle ainsi que réorganiser les zones de stockage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/12/2017, article 1.3
Thème(s) : Risques accidentels, dossiers de demande d'autorisation
Prescription contrôlée : Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément aux plans et autres documents présentés dans les dossiers de demande d'autorisation et ses évolutions successives sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'exploitation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : L'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé en juillet 2016 se base sur les caractéristiques suivantes afin de calculer les effets thermiques pour les différents scénarios d'incendie : <ul style="list-style-type: none">• stockage de la collecte sélective dans le bâtiment : hauteur de 4 m• balles mono-matériaux sous l'auvent : 2 zones de stockage de balles séparées par une zone de balles de déchets d'aluminium pour un total de 336 balles (396 balles avec les balles d'aluminium). Dans le dossier déposé en janvier 2022 et portant à la connaissance de M. le Préfet de l'Aude les modifications des stockages du centre tri, l'exploitant précise que le " <i>l'étude de danger réalisée dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de 2016 comprenant les modélisation effets critiques des rayonnements thermiques liés à un incendie sur la zone de stockage sous l'auvent n'est pas modifié puisque le volume global reste le même</i> ". Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué stocker de façon contiguë sous l'auvent 384 balles de déchets de carton, films PE, mix fibreux, refus léger et collective sélective non triée sans stockage de balles de déchets métalliques. Le volume stocké sous l'auvent est supérieur au volume pris en compte dans l'étude de dangers du site. De plus, lors de l'inspection de la zone de réception des déchets issus de la collecte sélective, il a été constaté un tas de déchets d'une hauteur d'environ 6 m, supérieure à la hauteur définie dans le dossier de demande d'autorisation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra diminuer la hauteur du tas de déchets issus de la collecte sélective situé dans la zone de réception du centre de tri. Il devra aussi diminuer le nombre de balles de déchets situées sous l'auvent.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2023, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Volume autorisé
Prescription contrôlée : Le tableau à l'article 1-2-1 de l'arrêté préfectoral susvisé n°2017-042 du 21 décembre 2017 est modifié par les dispositions suivantes, pour la rubrique n°2714-1 : <u>Centre de transfert de déchets ménagers :</u> DAE (cartons et plastiques) : 160 m ³ . <u>Centre de tri de déchets non dangereux :</u> Collectes sélectives : 2400 m ³ JRM papiers cartons en vrac : 150 m ³ ; Déchets en balles : 1 200 m ³ ; Stock flux développement : 693 m ³ TOTAL : 4 443 m ³
Constats : L'exploitant a indiqué que le volume de déchets issus de la collecte sélective dans la zone de réception du centre de tri était inférieur à 2400 m ³ , que le volume de Déchets en balles était inférieur à 1 200 m ³ et que le Stock flux développement était inférieur à 693 m ³ . Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté de déchets stockés dans d'autres espaces que ceux définis dans les arrêtés préfectoraux et dans les dossiers de demandes déposés par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, effets domino
Prescription contrôlée : [...] Il sécurise le stock de balles de flux développement situé dans la zone 2 (cellule n°1) en utilisant des blocs béton F 120 selon DIN 4102 de hauteur minimale de 2,5 m à l'arrière de la cellule, afin d'éviter des effets domino vers de la zone de stationnement des poids-lourds. Les 2 autres côtés de la cellule sont sécurisés par une hauteur de 1 m de blocs béton F 120 selon DIN 4102. L'exploitant limite la quantité de balles de flux développement afin d'éviter des effets domino vers la zone de stockage 1 (constituée de déchets verts, palettes et balles d'ELA). [...]

Constats :

Lors de l'inspection des zones de stockage situées sur la déchèterie professionnelle, il a été constaté que l'exploitant n'a pas limité la quantité de balles de flux développement afin d'éviter de potentiels effets domino . D'après le plan fourni dans le dossier déposé par l'exploitant en février 2023, l'exploitant a délimité une zone de 10 m x 25 m de balles de flux développement.

Il a été constaté sur site une zone de stockage de 12 m x 25 m de balles. La distance de sécurité entre la zone de balles de flux de développement et la zone de balles d'emballages de liquide alimentaire (ELA) se trouve réduite par rapport au dimensionnement réalisé dans l'étude de flux thermiques.

Sur la zone de stockage des balles de déchets d'aluminium, il a été constaté des balles de déchets non triés issus de la collecte sélective.

Sur la zone de déchets ELA, il a aussi été constaté des balles de déchets non triés issus de la collecte sélective ainsi que des balles de déchets ELA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra diminuer le stock présent dans la zone de stockage des balles du flux développement et il devra modifier les emplacements de balles des autres déchets situés sur la déchèterie professionnelle conformément au plan fourni dans le dossier de porté à connaissance transmis en février 2023.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure**Proposition de délais :** 15 jours